

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



EDITO

Haro sur le déficit ! Telle pourrait être la nouvelle devise du gouvernement. Sous prétexte d'éviter une baisse de la notation de la France par les agences de notation - qui aurait pour conséquence d'augmenter le coût des emprunts pour l'Etat et donc de renchérir la dette -, les mesures proposées par le gouvernement qui consistent à diminuer les dépenses de l'Etat notamment en matière sociale vont à l'encontre du but recherché : la réduction du déficit. En effet, moins les Français ont d'argent, moins ils dépensent et donc moins l'Etat récupère de TVA notamment. Or, l'augmentation du déficit ne provient pas d'une augmentation des dépenses mais de moindres recettes pour l'Etat.

On ne peut pas s'étonner du déficit quand on additionne les cadeaux fiscaux consentis aux entreprises ces dernières années. Surtout que, dans le même temps, les bénéfices des actionnaires, notamment ceux des entreprises du CAC 40, n'ont jamais été aussi hauts, tandis que les bonus des dirigeants comme Thierry Desmarests, le PDG de Total, explosent.

Si le gouvernement était soucieux de justice sociale, nul doute qu'il commencerait par encadrer dividendes et bonus pour qu'une fraction soit reversée à la collectivité nationale. Au lieu de cela, son totem - pas de hausse d'impôts - revient à faire peser la lutte contre le déficit sur les seuls salariés, qu'ils soient en activité, en maladie, au chômage ou à la retraite.

Encore que, pour le moment, ces derniers semblent exemptés, élections européennes obligent. Macron sait, en effet, qu'une partie

SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito / p.2 : International / p.3 à 5 : Place au débat : « Gigaspillages » avec notre argent / p 5 : Les bras m'en tombent / Casse de la SNCF et écologie / p.6 et 7 : Actualité sociale / p.7 : Avez-vous remarqué ? : Les lobbys de Bruxelles / p.8 : Coup de gueule : pour le gouvernement, le déficit, c'est les chômeurs !

non négligeable de son électorat se trouve parmi les retraités.

Alors, des pistes sont lancées comme de nouvelles réductions des indemnités chômage ou le licenciement des fonctionnaires. Pourtant, même le patronat apparaît réticent quant à de nouvelles mesures contre les chômeurs.

Quant à la question des licenciements des fonctionnaires lancée par le ministre de la fonction publique Guérini, elle apparaît surtout comme une attaque frontale et maladroite envers les syndicats au moment où ceux-ci sont engagés dans une négociation pour offrir des contreparties aux fonctionnaires qui seront mobilisés pendant les jeux olympiques et paralympiques.

De fait, toutes ces mesures annoncées ne vont pas favoriser le dialogue social alors qu'il faudrait au contraire souder la nation face aux échéances qui l'attendent.

Il ne faut pas être aveugle ou angélique et on doit constater que la situation internationale se tend un peu plus chaque jour.

Ukraine, Asie, Proche-Orient, les risques d'escalade ne manquent pas tandis que le terrorisme continue à faire des ravages y compris en Russie ou en Afrique.

Pendant ce temps, en France, le nombre de personnes en situation de pauvreté ne cesse d'augmenter. Près de sept ans après son arrivée à la présidence de la République, la promesse de Macron de diminuer le nombre de personnes contraintes de dormir dans la rue n'est pas près de se concrétiser alors que

les expulsions locatives vont bientôt recommencer.

Le chômage augmente à nouveau malgré le fait que les statistiques sont faussées compte tenu de l'augmentation des chômeurs sans droits.

Si le « quoi qu'il en coûte » pendant le covid a permis d'éviter nombre de défaillances d'entreprises, celles-ci ont beaucoup augmenté ces derniers mois.

Plus que jamais il est temps qu'une autre politique sociale soit mise en œuvre.

Ce n'est ni la droite ni l'extrême-droite qui pourront la mener.

Seule une gauche solide sur ses fondamentaux, qui ont permis de vraies avancées sociales depuis 150 ans, peut y parvenir si elle retrouve la crédibilité auprès d'un électorat perdu par ses compromissions avec le capitalisme.

Pierre KERDRAON

INTERNATIONAL



MALI : Les nouvelles autorités maliennes interdisent les partis politiques et musèlent la presse. En particulier, les démocrates et progressistes du Mali du parti SADI sous le coup d'une procédure d'interdiction !



MEXIQUE : Le 5 avril en violation du droit international, la police équatorienne a envahi l'ambassade du Mexique à Quito, dans le but d'arrêter l'ancien vice-président Jorge Glas qui s'y était réfugié et venait d'obtenir l'asile. Face à cette agression inédite, condamnée par la totalité des gouvernements d'Amérique latine, mais aussi par les États-Unis, l'OEA, le secrétaire-général de l'ONU, l'UE et plusieurs gouvernements européens (Espagne, Irlande, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, etc.), la France se distingue par son absence de réaction officielle. Les gouvernements français ne sont plus très à la hauteur dans leurs relations avec l'Amérique latine ; cela rappelle tristement l'incident du survol de l'avion d'Evo Morales, président bolivien soupçonné de transporter l'informaticien américain Edward Snowden.



HAÏTI : La situation en Haïti ne cesse de se dégrader, alors que l'offensive menée par des bandes armées criminelles aggrave encore la situation de chaos généralisé et de crise multidimensionnelle que connaît le pays. Une grande partie de la capitale Port-au-Prince semble désormais être aux mains des gangs qui, après avoir pris d'assaut la prison nationale, s'attaquent désormais aux commissariats, tribunaux, ministères, mais aussi hôpitaux. Les meneurs des gangs sont coupables d'innombrables exactions contre la population civile, et, malgré leurs diatribes, complices des gouvernements successifs pour réprimer les mobilisations populaires. 362000 personnes sont identifiées par l'Organisation internationale des migrations comme « déplacés internes ». La démission d'Ariel Henry ne suffit pas à débloquer la situation. Mais c'était un pas nécessaire car seule une solution haïtienne permettra d'ouvrir la voie vers une sortie de crise et d'opérer la « transition de rupture » revendiquée par l'Accord de Montana, souscrit par de nombreux acteurs de la société civile et du mouvement populaire haïtiens.



TURQUIE Le Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste, social-démocrate) réalise son meilleur résultat depuis 1977, et l'emporte notamment dans les cinq plus grandes villes du pays (Istanbul, Ankara, Izmir, Bursa et Adana). Les candidats du Parti de la justice et du développement (AKP) d'Erdogan se sont maintenus en tête dans plusieurs grandes villes d'Anatolie et de la mer Noire, bastions du président, tandis que le parti, considéré comme pro-kurde, DEM (qui a remplacé le HDP) s'assurait une confortable avance dans plusieurs grandes villes du sud-est à majorité kurde, dont Diyarbakir. Dans ces zones de nombreuses fraudes ont été signalées par les représentants du DEM. Le parti kémaliste(CHP) apparaît comme le pivot de l'opposition, désormais incontesté et incarné par le maire d'Istanbul sortant et bien réélu. Ekrem Imamoglu apparaît comme le candidat incontournable pour la prochaine présidentielle. Erdoğan a du mal à reconnaître sa défaite.

PLACE AU DEBAT

GIGASPILLAGES DE NOTRE ARGENT

Par Jean-Claude CHAILLEY

Il y a des années qu'on nous assène que « les caisses sont vides ». Et pourtant, nos gouvernements continuent de les vider par dizaines et même par centaines de milliards (voir ci-dessous). C'est là l'origine des déficits, de la dette, du recul de l'industrie, des services publics, de la protection sociale.

Puis, ils nous rendent responsables de leurs gigas gaspillages et nous demandent des « sacrifices », nous menacent du traitement infligé à la Grèce.

Fin de « l'Etat providence » (???), du « tout gratuit » (???) nous dit Le Maire, tandis que Ciotti et Philippe multiplient les surenchères, et que le RN accompagne de sa démagogie.

Quant aux organisations patronales, elles accroissent leurs exigences de gigas pillages des fonds publics et de la Sécurité sociale au seul service des actionnaires.

Un symbole : l'énergie

- **Nucléaire : déjà 55 milliards de dépassement sur les EPR.**

La France est passée d'une parfaite maîtrise du nucléaire dans le passé à un fiasco industriel et financier, hélas représentatif de la désindustrialisation générale.

Dépassements de Flamanville (10 milliards minimum), de Finlande (10 milliards?), de Grande Bretagne (18 milliards). Et ça continue avec déjà 15 milliards de dépassements prévus pour les nouveaux réacteurs encore au stade d'étude. **Total au moins 55 milliards et ce n'est pas fini !**

- **Bouclier énergie : 30 milliards pour les spéculateurs...**

Les Echos : « Selon la Cour des comptes les acteurs des marchés de gros ont encaissé 30 milliards d'euros de marges bénéficiaires nettes en 2022 et 2023 **au détriment du consommateur et du contribuable** ».

L'origine, c'est les privatisations, la spéculation sur le marché européen de l'énergie, l'alignement des tarifs sur le KWH qui coute le plus cher (!), ainsi que les désaccords politiques sur le nucléaire.

Personne n'assume la moindre responsabilité !

Nos gouvernants adorent le privé. Un PDG qui se serait rendu responsable de fiascos bien moindres aurait été viré. Mais quand il s'agit de politiques il leur suffit d'affirmer que « nous vivons au-dessus de nos moyens »... et de faire flamber les tarifs tout en disant sans rire « **qu'ils n'augmentent pas les impôts** »... puisque ce sont les **tarifs**.

→ Comme les tarifs flambent il faut envoyer un chèque énergie pour ceux qui n'ont pas le moindre euro pour les payer. Le chèque énergie les laisse tout aussi démunis. Pour le reste de la population c'est la double peine : augmentation des tarifs + de la fiscalité pour payer les chèques énergie.

→ Ça n'empêche pas Monsieur Le Maire d'affirmer avec le plus grand sérieux que « **tout est gratuit** ». Si l'énergie est un symbole on peut trouver bien d'autres gaspillages : Mac Kinsey, les agences, les privatisations des autoroutes et bien d'autres, ...

La cause principale des déficits, de la dette, des reculs tous azimuts :

Le niveau des « aides » aux entreprises.

Autant à gauche on parle beaucoup fiscalité individuelle, autant le niveau des aides aux entreprises est un sujet souvent passé sous silence.

On demande parfois uniquement des « contreparties » aux aides sans trop de précision. Ça mérite approfondissement. Les « contreparties » sont faciles à contrôler s'il s'agit d'une commande. Elles sont quasi impossibles à contrôler lorsqu'il s'agit de promesses de productivité et même d'embauches et salaires (car les embauches, d'ailleurs pas toujours durables, auraient peut-être eu lieu sans aide. Comment le savoir ?)

Et pourtant 157 milliards et plus d'aides aux entreprises par an (plus de 6 points de PIB) ça crée les déficits, la dette, les intérêts de la dette, ça « vide les caisses ».

Dans ces 157 milliards et davantage n'y aurait-il pas du gaspillage de cotisations sociales, d'impôts et taxes ?

En mai 2022 Clersé - Université de Lille a publié une étude « le capitalisme sous perfusion ». Pour les auteurs :

« Les aides publiques aux entreprises n'ont cessé d'augmenter depuis le début des années 2000 : alors qu'elles oscillaient en moyenne autour de 30 milliards € (courants) par an dans les années 1990, la montée en charge des aides publiques a été spectaculaire depuis 2001 pour atteindre un montant de plus

de 100 milliards € par an dès 2008 (157 milliards pour l'année 2019)». » **On est passé de 3 % du PIB en 2000 à 6,44 % en 2019** » – donc avant la crise Covid -

Ce montant ne comprend pas les dépenses fiscales déclassées (ce sont celles qui ne sont plus prises en compte dans les documents officiels). **En les prenant en compte on dépasse 200 milliards en 2019.**

On est dans des sommes astronomiques. Nous allons voir qu'elles continuent d'augmenter sans cesse.

Evaluation :

- **6,44 % du PIB, c'est davantage que le déficit de 2023.**
- Il y avait déjà 100 milliards d'aides aux entreprises en 2008. **Le total en 16 ans est donc très supérieur à 1 600 milliards, plus de la moitié de la dette de la France, et encore sans compter les intérêts de la dette (55 milliards cette année, 2 points de PIB).**
- **C'est le résultat d'un cumul de décisions « de droite et de gauche » : le seul Pacte de responsabilité d'Hollande a déjà coûté plus de 300 milliards.**

Toute aide n'est pas nécessairement inutile.

L'université de Lille a étudié « combien ces aides censées créer des emplois, des innovations, des investissements, ont-elles rapporté ? ».

Pour les auteurs : « **L'efficacité des aides orientées vers la baisse du « coût du travail » est très discutable au regard des objectifs allégués (la compétitivité et l'emploi) et même « dans la durée, peut à certains égards être contre-productive** ».

Leur étude se vérifie aussi par l'effondrement industriel, la balance commerciale structurellement déficitaire, le recul tous azimuts de la France, dont les services publics, la protection sociale, le PIB par habitant (France 19^{ème} : un appauvrissement historique).

Leur politique de « baisse des coûts » va dans le mur

Pour l'université de Lille « **Une politique budgétaire consistant à relancer la dépense publique en vue de produire de nouveaux biens et services publics – ou de les consolider – et de financer la transition économique et sociale, vaut mieux, sur le plan macroéconomique, que les politiques de « baisse des coûts »**

La baisse des coûts « pour être compétitif » n'a nullement enrayeré les délocalisations dans les pays à bas coût que ce soit la Roumanie, le Maroc ou autres pour l'automobile par exemple (production 3,5 millions en 2005, 1,3 millions en 2022).

Noter que du point de vue emploi, qu'une usine soit délocalisée dans un pays « européen » ou non, c'est pareil.

Depuis l'étude sur la base des données de 2019, Macron a rajouté plusieurs dizaines de milliards d'aides dont on voit le résultat : 5,5 % de déficit en 2023.

Bruno Le Maire a tort : ce n'est pas la fin « de l'Etat providence pour les actionnaires : 146 milliards de bénéfices en 2023, 70 milliards de dividendes + 30 milliards de rachats d'action pour les seules entreprises du CAC40.

Remarques :

- Les entreprises ont tellement de profits qu'elles ne savent pas où les investir. Alors elles rachètent leurs propres actions, puis les détruisent. Comme il en reste moins, ça fait plus de profit, de dividende, pour les actions qui restent.
- Le CAC 40 ce sont les 40 sociétés en cotation continue à la Bourse. Il y a d'autres grandes sociétés qui font des profits considérables et versent aussi des dividendes importants.

Macron est la Providence des actionnaires.

Outre son influence pendant le quinquennat d'Hollande comme secrétaire adjoint de l'Elysée puis ministre des finances :

- Il a réduit l'impôt sur les sociétés. Coût 11 milliards en 2022.
- Il a réduit les impôts de production. Cout 10,6 milliards en 2022.
- Une partie au moins de l'apprentissage, ce sont des effets d'aubaine qui coûtent plusieurs milliards.
- La prime de partage de la valeur – prime Macron-, qui se substitue aux augmentations de salaire, n'a pas à être défiscalisée et désocialisée.
- Le CIR, Crédit impôt recherche, coût 7 milliards, profite surtout aux multinationales qui n'en ont nullement besoin.
- Il n'est plus vraiment discuté (même par l'OCDE) que les exonérations de cotisations patronales au-delà de 1,6 SMIC sont inutiles (coût 15 milliards). Au-dessous ce sont des trappes à bas salaires.

Les 90 milliards d'exonérations et exemptions de cotisations en 2024 n'ont en aucun cas prouvé leur utilité ;

- Le remboursement à marche forcée de la dette sociale est pure aberration. Environ 15 milliards disponibles.

... Un gigaspillage tous azimuts. **Pour l'Université de Lille on ne peut pas supprimer brutalement toutes les aides. Mais on peut en débrancher, ça baissera les dividendes, l'enrichissement des super riches, davantage qu'une taxe sur les superprofits.**

Les déficits, la dette, sont avant tout le résultat d'une politique de gigas cadeaux aux actionnaires des multinationales, aux fonds de pension américains ou autres, aux spéculateurs de tous pays.

- C'est ce qu'ils appellent fièrement « l'attractivité de la France ».

- La réalité, c'est l'effondrement de notre modèle social, de l'économie française en voie de sous-développement.

Les déficits ce n'est pas parce que « nous vivons au-dessus de nos moyens ». Ce n'est pas parce qu'on a trop de services publics, de Sécurité sociale. C'est parce qu'il y a trop d'aides qui se retrouvent en délocalisations et dividendes disproportionnés.

Comme disait le rapport de l'Université de Lille, au niveau actuel les aides aux entreprises sont « contre productives ».

, Elles empêchent d'avoir le budget enseignement, recherche, infrastructures, nécessaire. Les services publics se dégradent, deviennent inaccessibles. On n'est même plus capable de gérer les urgences médicales, la bronchiolite des bébés,...

Tel n'est pas l'avis du MEDEF. Les 100 milliards de dividendes du seul CAC 40 ne lui suffisent pas. **Il exige 50 milliards d'exonération supplémentaires de cotisations sociales, plus la réduction ou suppression des impôts de production, ...**

Remarque : quand il s'agit d'actionnaires on oublie la nationalité, on oublie la souveraineté nationale : pratiquement la moitié des actionnaires du CAC 40 sont des fonds d'investissement étrangers, principalement américains, à influence majeure sur la stratégie des groupes du CAC 40, du SBF 120.

Macron – Attal – Le Maire - Moscovici...ont entendu 5/5 les exigences du MEDEF, de l'Union européenne, des agences de notation, des « marchés ». Bardella tente de les rejoindre : lorsqu'il n'est pas sur les grandes chaînes de télé pour s'en prendre aux « immigrés » ou supposés tels, il fait la cour aux organisations patronales.

Le Maire se déclare favorable à l'exigence du MEDEF de **TVA ou CSG dites sociales (60 milliards)** pour augmenter encore les exonérations de cotisations sociales patronales ; Ils savent pourtant qu'elles sont nuisibles puisqu'elles se substituent à des investissements utiles dans la santé, la Sécurité sociale, l'enseignement, l'ensemble des services publics, la recherche,...

En phase avec les institutions européennes ils nous annoncent simultanément des coupes budgétaires massives sur les services publics (sauf dépenses militaires) et la protection sociale : 16 milliards + 10 milliards minimum en 2024, puis ils entendent rajouter 20 milliards et davantage en 2025. Ces mesures auraient des conséquences économiques et sociales qu'ils savent catastrophiques, grosses de récession qui creuserait encore plus les déficits.

Assez de gigaspillages !

« L'économie de guerre » avec son cortège d'austérité, n'est pas la solution.

La solution c'est de changer de politique.

Les bras m'en tombent !

Casse de la SNCF et blablabla sur l'écologie

Après avoir démantelé notre SNCF au prétexte d'une « nécessaire » concurrence (dogme intouchable pour les Européistes qui nous gouvernent à Paris comme à Bruxelles), le parlement européen est à 2 doigts de voter la libre circulation d'énormes camions de plus de 60 tonnes sur les routes d'Europe et de France ! Ca n'empêche pas nos gouvernants de nous infliger des leçons sur la protection de l'environnement (plus de factures au supermarché par exemple !!!).

ACTUALITE SOCIALE

Par Marinette BACHE

Limitation de l'indemnisation des chômeurs

Selon Gabriel Attal, le système de protection des chômeurs est trop important en France. Pour inciter donc au « retour à l'emploi », le gouvernement prévoit de réduire la durée d'indemnisation. Comme si retrouver un emploi n'était qu'une question de volonté, comme si le chômage était une situation recherchée ! Il y a 8 fois plus de personnes au chômage que d'emplois vacants. Il serait temps de s'attaquer au chômage plutôt que de frapper les chômeurs... d'autant plus que 2024 est annoncée comme une année de récession mais, bien sûr, ça profiterait moins au Capital !

Toujours plus de profits pour Mondelez Et tant pis si c'est toute une région qui morfle.

Le groupe Mondelez (multinationale américaine, Milka, Oreo, Pepito...) a déclaré vouloir fermer l'usine Belin-Lu de Château-Thierry d'ici 2025. Cette usine, installée dans cette ville de l'Aisne depuis 1931 est devenue propriété de Mondelez en 2012, elle produit les fameux biscuits Pépito, marque de fabrique de l'usine historique. Ceci au nom de la déesse « concurrence » évidemment... autre appellation des profits des actionnaires. Il y a 4 ans, la présidente de Mondelez-France était venue saluer les 90 ans de l'usine et... sa compétence ! Elle avait affirmé la volonté du groupe d'investir (et, pour preuve, la construction d'une cuve à chocolat est en cours). Mais que pèse tous ces engagements... et la vie de centaines de personnes face aux bénéfices promis par le transfert en Tchéquie.

Lactalis : Un géant mondial soupçonné de fraude fiscale

L'entreprise familiale Besnier est devenue le géant mondial Lactalis en multipliant les acquisitions en France d'abord Lactel, Claudel-Roustand, Bridel, Société... puis en rachetant Galbani, en 2011 en lançant une OPA sur le géant italien Parmalat. C'est aujourd'hui le premier acteur mondial des produits laitiers et le premier fromager mondial.

Les pratiques de Lactalis sont fermement dénoncées par les producteurs de lait auxquels, en position de force, il impose de travailler à perte par un prix d'achat très bas. Lactalis déteste autant les coopératives que les syndicats agricoles.

Lactalis est aujourd'hui dans les 10 premiers de l'agroalimentaire, devant Danone, 11^{ème} avec un chiffre d'affaires de 27,7 milliards €. Nestlé, le leader, émerge à 93,3 milliards et Coca-Cola, 7^{ème}, à 40,8 milliards. Mais Lactalis, en infraction avec la loi, ne publie pas ses chiffres. Et Lactalis est aujourd'hui suspecté de plusieurs centaines de millions d'euros de fraude fiscale. Le PNF (parquet national financier) a perquisitionné le siège de plusieurs sociétés du groupe Lactalis pour soupçon de fraude fiscale aggravée et blanchiment. Une somme de plusieurs centaines de millions d'euros serait en jeu.

Accord de libre-échange avec le Canada : du plomb dans l'aile pour le gouvernement

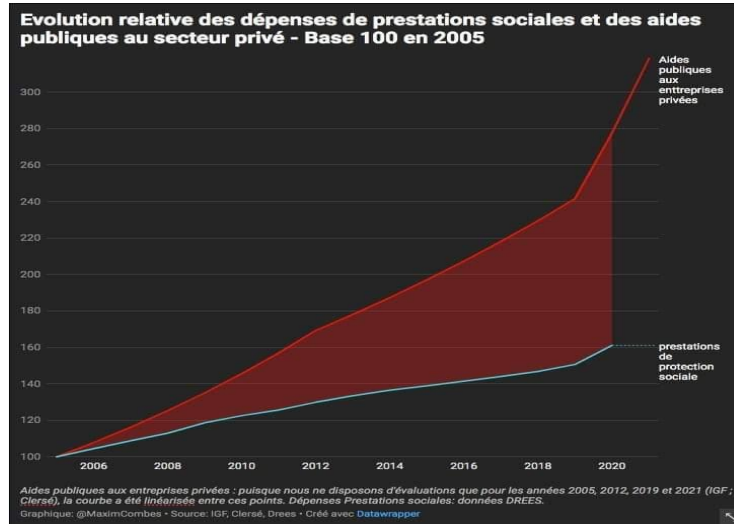
Un sacré revers ! Le Sénat a rejeté la ratification du traité entre l'Union Européenne et le Canada appelé CETA. Mais le gouvernement l'applique déjà sans ratification formelle par le parlement et ceci bien que Macron, Attal et Cie aient assuré, pendant la mobilisation agricole, leur opposition au libre-échange.

Ce traité a évidemment des conséquences désastreuses pour notre économie. En particulier en ce qui concerne notre production agricole qui sera confrontée aux importations de viandes et de céréales avec pour conséquence la baisse du revenu des agriculteurs. Sans compter les risques environnementaux : de nombreuses molécules dangereuses auxquelles ces importations sont exposées sont interdites en France.

Le gouvernement ne cache pas une certaine inquiétude : le texte doit ré-affronter le vote des députés à l'Assemblée nationale et les Macronistes n'y sont pas majoritaires. Que fera une partie de la « majorité » relative ? Une partie de celle-ci (Renaissance) s'était précédemment abstenue sur ce traité en 2019. Que fera la droite très préoccupée par le vote des agriculteurs ? Même si la FNSEA n'a rien à envier aux libéraux, les agriculteurs sont en train de comprendre les enjeux.

Ils veulent « trouver du fric » !

Spontanément, on aurait pu penser qu'ils allaient enfin s'attaquer à la fraude fiscale, aux milliards évadés dans les paradis, du Luxembourg aux îles Caïmans et au Panama, qu'ils allaient, non pas supprimer, mais au moins regarder d'un peu plus près les aides au secteur privé et exiger un retour sur investissement pour la collectivité... eh bien ils ont choisi de s'attaquer aux diverses allocations qui sont le filet de sécurité des plus défavorisés, ils vont continuer à sabrer les moyens de l'éducation nationale et des hôpitaux... Voici l'évolution comparée des aides sociales et des aides au privé :



EXXONMOBIL va supprimer 677 emplois directs et plus de 3 000 emplois indirects et de sous-traitance.

Des milliers de familles vont plonger dans le chômage et la misère sociale. D'un point de vue économique, c'est aussi une mauvaise décision : Les produits qui ne seront plus fabriqués sur le site ExxonMobil de Notre-Dame-de-Gravenchon vont devoir être importés, plombant un peu plus notre balance commerciale. Pour maintenir l'activité, 200 millions € d'investissements sont nécessaires, ce qui représente seulement 0,5 % des 36 milliards de bénéfices réalisés en 2023.

Cela permettrait une rentabilité de 2 à 3 % qui est jugée insuffisante par la direction d'ExxonMobil et ses actionnaires.

Et comme si cela ne suffisait pas, ExxonMobil a décidé de vendre sa raffinerie de Fos/Mer à un consortium Américain composé de traders, entre autres condamnés pour corruption.

AVEZ-VOUS REMARQUE ?

Union européenne : les multinationales s'immiscent dans la fabrique de la loi, c'est le principe des lobbys

Guidées par le libre-échange, les institutions européennes font la part belle aux entreprises dans l'élaboration de la loi, en ouvrant leurs portes aux lobbys. Et quand les grandes firmes sont perdantes au Parlement, elles peuvent compter sur le zèle des gouvernements. Ainsi, les représentants du gouvernement français viennent encore de tenter de torpiller une législation contraignante pour le géant Uber.

Bruxelles est la capitale du lobbyisme. Plus de 12000 groupes d'intérêts sont « accrédités » auprès des institutions européennes. Ainsi près de 25000 personnes s'affairent auprès de la Commission, du Parlement et du Conseil européens, bien peu pour faire valoir l'intérêt général (social ou environnemental), la plupart sont au service des puissances d'argent.

Le lobbying se fait, complètement légalement, à la mode anglo-saxonne, en amont de l'écriture des lois, auprès des technocrates (qu'il faut absolument cesser d'appeler « fonctionnaires », ce qu'ils ne sont pas !) de la Commission européenne : ce sont eux qui écrivent les textes. Ces lobbys peuvent même participer aux groupes de travail de la Commission : bref les multinationales participent à l'écriture de lois qui ont fort peu de chance d'être défavorables à leurs intérêts financiers et favorables aux salariés ou préoccupées des conséquences environnementales.

COUP DE GUEULE

Pour le gouvernement, le déficit, c'est les chômeurs !

Par Pierre-Yves MESCOFF

Depuis quelques semaines le gouvernement n'a qu'un mot à la bouche : le déficit. Bonne excuse pour s'en prendre à nouveau aux plus fragiles à commencer par les chômeurs. Hier Macron prétendait qu'il suffisait de traverser la rue pour trouver du travail. Aujourd'hui Attal fait semblant de croire qu'en réduisant encore un peu plus les droits des chômeurs, il parviendra à réduire le chômage. Comme s'il suffisait de claquer dans ses doigts pour trouver du travail. Contrairement à une idée répandue à droite, on n'est pas chômeur par paresse mais parce que le travail pour lequel on a parfois trimé 20 ou 25 ans n'existe plus à proximité. Croit-on qu'il soit simplement possible quand on a 45 ans ou 50 ans de trouver ne serait-ce qu'une formation adéquate pour espérer décrocher un poste alors que les entreprises cherchent à se débarrasser en priorité de leurs salariés les plus âgés parce que malgré leurs compétences ou à cause d'elles ils pèsent une part plus forte en termes de salaires. On n'ose croire que ces annonces d'Attal auraient pour but de faire capoter les négociations patronat/syndicats justement pour augmenter l'employabilité (quel mot barbare !) des personnes de plus de 50 ans, bien plus faible en France que dans les pays voisins.

Mais à écouter Bruno Lemaire, le ministre de l'Economie, on voit bien que les chômeurs ne sont pas la seule cible. Elections européennes obligent, on sent bien que certaines mesures dans les cartons de Bercy n'attendent que le 10 juin pour être mises sur la table. Dès lors qu'on ne veut pas toucher aux impôts des plus riches et des sociétés c'est d'autres postes qui seront touchés. On le voit avec le rabot annoncé sur l'éducation qui risque de rendre encore un peu plus compliqué la mise en place des classes de niveau en français et en maths. L'augmentation du forfait sur les médicaments n'est probablement qu'une étape dans la réduction des remboursements en matière de santé.

La réalité c'est que le gouvernement est en train de sacrifier l'avenir par des mesures immédiates qui sont en décalage avec les besoins des Français. Ceux-ci demandent avec raison plus de services publics, plus de médecins, plus de policiers et de juges, plus de moyens pour l'éducation et pour les collectivités locales dont les missions ne cessent de s'élargir tandis que les subventions de l'Etat ne cessent de diminuer.

Une bonne gestion des finances publiques ça ne devrait pas avoir pour objectif de faire plaisir aux agences de notation ou à la Commission européenne mais pour l'intérêt commun qui implique une solidarité à tous les niveaux avec une redistribution assurée par les impôts et les taxes de manière équitable. Ce n'est pas d'une oligarchie financière dont la France a besoin mais d'une démocratie pleine et entière où l'intérêt du peuple prime sur l'intérêt des particuliers, fussent-ils électeurs de Macron.

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :
Siège social :
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS
Tel : 06 33 82 05 15
Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel : webmaster@resistancesociale.fr
Présidente de RESO et directrice de la publication :
Marinette BACHE

NOM PRENOM :
ADRESSE :
TEL : Portable :
E-mail :
 J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros
À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS
(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)